

LE PROLETAIRE

Parti Communiste International

Élections fédérales en Allemagne : face à l'inévitable intensification des attaques anti-prolétariennes, la classe ouvrière devra déchirer le voile du mensonge démocratique et reprendre le chemin de la lutte de classe

Pour les démocrates bourgeois, les élections sont le point d'orgue de la vie politique. Pour nous, communistes abstentionnistes, la participation aux élections apparaît plutôt comme une illusion, l'illusion qu'elle permettrait de faire avancer les intérêts de classe des prolétaires. En réalité, le vote constitue un moyen – et l'un des plus efficaces, tant il est insidieux – d'empêcher la lutte de classe en détournant les prolétaires vers une impasse. C'est en nous appuyant sur cette réalité historique que nous avons fait de l'abstentionnisme une des bases de notre orientation politique. Mais l'on aurait tort de confondre l'abstentionnisme communiste avec de l'indifférentisme. Si cela fait bien longtemps que les décisions ne sont plus prises dans l'enceinte parlementaire, comme le montrait déjà Lénine en 1920(1), il n'en demeure pas moins qu'un certain nombre d'enseignements peuvent être tirés des échéances électorales. Les élections fédérales allemandes du 23 février 2025 nous en donnent l'occasion.

Comme attendu, c'est la démocratie chrétienne (CDU) qui est sortie vainqueur de ces élections anticipées. Ce résultat fait suite à une importante crise politique qui s'était manifestée par la fin précipitée en novembre 2024 de la «coalition en feu tricolore» (sociaux-démocrates du SPD ; libéraux du FDP ; Verts ou Grünen), après que le chancelier social-démocrate Olaf Scholz ait limogé son ministre fédéral des Finances, Christian Lindner, du fait de désaccords sur la politique économique et budgétaire à mener. En effet, Lindner défendait l'arrêt de toute nouvelle réglementation, une baisse des impôts et la baisse des dépenses publiques, en particulier celles consacrées à la lutte contre le réchauffement climatique, provoquant la colère du SPD et des Grünen. Au-delà de ce désaccord conjoncturel, ce sont deux véritables divergences de fond qui opposaient les membres de cet attelage hétéroclite. La première concernait la crise économique qui touche l'Allemagne depuis 2023 et oppose les libéraux aux Verts et au SPD sur la trajectoire budgétaire ; la seconde portait sur la guerre en Ukraine et ses répercussions géopolitiques, les Verts étant partisans d'une politique belliciste beaucoup plus assumée que le SPD, pourtant à l'origine d'un tournant historique avec un investissement sans précédent dans l'armée allemande depuis 1945.

L'ALLEMAGNE FACE À LA CRISE ÉCONOMIQUE ET À L'INTENSIFICATION DES TENSIONS IMPÉRIALISTES

En réalité, ces deux enjeux sont intimement liés et c'est la réorientation géoéconomique de l'Allemagne, à la suite des sanctions contre la gaz russe, qui est responsable en grande partie des difficultés économiques auxquelles le pays est aujourd'hui confronté. Pendant des années, la prospérité économique de l'Allemagne a reposé sur une énergie bon marché, alimentant la production de biens industriels destinés à l'exportation. En 2011, la chancelière chrétienne-démocrate Angela Merkel prend la décision d'accélérer la sortie de l'énergie nucléaire, comptant sur le gaz russe pour la production d'électricité. C'est ce qui explique les bonnes relations relatives entre l'Allemagne et la Russie pendant toutes les années 2010, jusqu'au début de la guerre en Ukraine. Or, lorsque la Russie a réorienté ses exportations de gaz pour faire face aux sanctions européennes, les prix du gaz et de l'électricité qu'il servait à produire sont montés en flèche, suscitant des coûts très importantes pour les industries à forte consommation d'énergie comme l'acier, les engrais, les produits chimiques et le verre. L'Allemagne a été contrainte de se tourner vers le gaz naturel liquéfié, produit par les États-Unis ou le Qatar. Selon une étude réalisée par le cabinet Prognos AG pour l'Association de l'industrie bavaroise, l'électricité coûte aujourd'hui 20,3 centimes d'euro par kilowattheure contre 8,4 centimes d'euro aux États-Unis ou en Chine, principaux concurrents de l'industrie allemande. Alors que, pendant des années, l'Allemagne a bénéficié du commerce avec la Chine – les entreprises allemandes ayant trouvé un nouveau marché considérable pour les machines, les produits chimiques et les véhicules, d'où des bénéfiques records pour des compagnies comme Mercedes-Benz, Volkswagen et BMW – la Chine s'est progressivement muée en concurrente de l'industrie allemande. Par exemple, alors qu'en 2010, les fabricants chinois de panneaux solaires dépendaient encore de l'importation d'équipements allemands, aujourd'hui, c'est à partir d'équipements chinois que cette production se développe à l'échelle mondiale. Plus largement, la Chine a largement subventionné la production d'acier, de machines, de panneaux solaires, de véhicules électriques et de batteries pour ces mêmes véhicules, qui entrent désormais en concurrence avec la production allemande sur les marchés d'exportation(2).

Quant à la dimension géopolitique de la crise, elle a forcé l'Allemagne à revenir dans le giron américain, contre ses intérêts économiques immédiats, et a abouti à une accélération majeure des dépenses d'armement du pays. C'est ainsi 100 milliards d'euros qui ont été consacrés à des «fonds spéciaux» pour l'armée. Nul besoin d'être marxiste pour comprendre que le coût de ce réarmement retombera en grande partie sur les épaules du prolétariat allemand, autochtone

comme immigré, qui commence déjà à subir les effets d'une politique anti-sociale d'ampleur, qui ne pourra que s'accélérer. Ainsi, alors que la pauvreté explose, avec 14 millions de personnes touchées par la pauvreté contre 3 millions il y a encore vingt ans, et que les coûts du logement, de l'énergie et de l'alimentation connaissent une hausse sans précédent, on assiste dans le même temps à une baisse de moitié des dépenses sociales, qui sont passées de 32,82 milliards d'euros en 2019, à 17,63 milliards d'euros en 2022.

UN DÉSAVEU CINGLANT POUR LA COALITION SORTANTE

Bien plus qu'à une victoire des démocrates-chrétiens, nous assistons surtout à l'échec retentissant de la coalition sortante. Si les premiers ont gagné 4 points et 11 sièges par rapport à 2021, ce qui représente une hausse modérée, le SPD a, quant à lui, perdu 9 points et 86 députés. Quant aux Verts, ils ont également perdu 33 députés. Le FDP, enfin, a complètement disparu du Parlement, ne parvenant pas à franchir la barre des 5 % des voix requises pour entrer au Bundestag. Ce résultat doit donc être interprété comme une sanction de la part du prolétariat et des classes moyennes vis-à-vis de la politique menée par le gouvernement sortant. Les premiers sont les victimes désignés de la vague de licenciements qui s'annonce. C'est ainsi que Volkswagen envisage de fermer trois usines en Allemagne, menaçant des dizaines de milliers d'emplois, jusqu'à 30 000 postes, et s'accompagnant de baisses de salaires oscillant entre 10 et 18 %. Le fabricant d'appareils électroménagers Miele a annoncé son intention de délocaliser une partie de son activité en Pologne, avec à la clé la suppression de 7000 postes tandis que le fabricant de pneus Michelin prévoit de supprimer 1 500 emplois. On peut enfin citer l'entreprise d'ingénierie ZF Friedrichshafen qui prévoit la suppression de 14 000 postes d'ici 2028 (3). À ces perspectives lugubres pour le prolétariat s'ajoute le fait que l'Allemagne entre en récession pour la deuxième année d'affilée. Selon une estimation de l'institut Destatis, le PIB a connu une chute de 0,2 % en 2024, alors qu'il s'était déjà contracté de 0,3 % en 2023 (4). Cette crise touche toute la société allemande, y compris les classes moyennes petites-bourgeoises, base électorale traditionnelle des Verts, ce qui est l'une des raisons de leur importante chute.

L'EXTRÊME DROITE NE GOUVERNERA PAS

MAIS LES ATTAQUES ANTI-IMMIGRÉS CONTINUERONT DE S'INTENSIFIER

Une autre leçon importante de ces élections, sur laquelle ont particulièrement insisté les médias bourgeois et les démocrates petits-bourgeois, est le score historique de l'extrême droite (AfD). En effet, si la CDU n'est pas parvenue à dépasser le seuil des 30 % des voix, que lui pronostiquaient pourtant les sondages, cela s'explique notamment par le fait qu'une partie de ses électeurs se sont détournés vers le parti populiste. Il ne s'agit pas de relativiser l'ampleur de ce tournant autoritaire de la classe politique et de la société allemande. Il ne fait en effet aucun doute que, dans le contexte de crise précédemment décrit, une partie de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie aspire à une politique de plus en plus autoritaire et répressive, vis-à-vis des immigrés et des « assistés », ces éternels boucs émissaires. De même, une partie non négligeable du prolétariat autochtone a pu croire – terrible illusion! – que le parti populiste pourrait lui offrir un meilleur niveau de vie en sacrifiant le prolétariat immigré. En réalité, l'AfD n'a que faire de la classe ouvrière et son programme, s'il entrerait en application, ne ferait qu'intensifier la dégradation des conditions de vie et du travail du prolétariat, immigré comme autochtone. *A priori*, ce n'est pas demain que l'extrême droite gouvernera au niveau fédéral. Le poids de l'antifascisme, le fameux « cordon sanitaire », équivalent outre-Rhin du « front républicain », continuent, bien qu'avec des fissures de plus en plus béantes, à prévenir toute alliance durable entre la droite et l'extrême droite. Si ce mythe d'une société allemande « anti-fasciste » continue à mystifier nombre de prolétaires, comme en témoignent la participation historique (82%) et la présence de près d'1,4 million de manifestants contre l'extrême droite lors de la campagne électorale (5), il n'en demeure pas moins que, dans les faits, le fossé séparant l'extrême droite des partis traditionnels ne cesse de se résorber. On a ainsi pu voir la CDU, le FDP mais aussi le parti de gauche anti-immigrés et nostalgique du stalinisme fondé par l'ancienne dirigeante de Die Linke, Sahra Wagenknecht, s'unir avec l'extrême droite pour voter un pacte commun de lutte contre l'immigration. Cette alliance de circonstance n'est que la forme la plus spectaculaire d'une politique anti-immigrés que toute la classe politique allemande poursuit énergiquement, sociaux-démocrates inclus. Dès octobre 2023, Olaf Scholz annonçait fièrement: « *Nous devons nous résoudre à des expulsions massives* » (6). Ces propos ont été suivis d'une série de mesures toujours plus dures contre les immigrés, incluant rétablissement des contrôles aux frontières, réduction des aides pour les demandeurs d'asiles et expulsions massives, y compris vers ce « pays sûr » qu'est l'Émirat islamique d'Afghanistan. Ainsi, de la gauche radicale à l'extrême droite, en passant par les Verts et la social-démocratie, toute la classe politique marche à l'unisson pour faire de la vie du prolétaire immigré un véritable enfer. Mais si la politique anti-prolétarienne et anti-immigrés est une orientation politique partagée, tel n'est pas encore le cas de certaines des positions programmatiques de l'AfD. Ainsi, la sortie de l'euro et de l'Union européenne n'est toujours pas à l'ordre du jour. Idem pour un rapprochement avec la Russie. Cependant, il faut se garder d'une analyse statique car le changement d'attitude des États-Unis sous la présidence Trump, avec un tournant isolationniste vis-à-vis de l'Union européenne, pousse un atlantiste confirmé comme le probable futur chancelier Friedrich Merz à parler d'une Europe « indépendante » vis-à-vis des États-Unis (7).

UN MYTHE QUI A LA VIE DURE : L'ANTIFASCISME DÉMOCRATIQUE

Outre l'AfD, et dans une proportion bien moindre, un second parti est parvenu à tirer son épingle du jeu lors de ces élections : le parti de gauche radicale Die Linke, issu d'une fusion de la gauche du SPD et des héritiers de la SED stalinienne. Il a ainsi obtenu 64 sièges, soit 25 de plus que lors des élections fédérales de 2021, et ce malgré la concurrence de sa scission explicitement populiste, le BSW. Die Linke est même le premier parti parmi les 18-29 ans (8), une place

jusqu' alors dévolue aux Verts, et le premier parti à Berlin. Ce résultat peut surprendre alors que les dernières élections fédérales et régionales semblaient plutôt indiquer un déclin inexorable de la formation de gauche radicale. En réalité, d'après de nombreux spécialistes, ce succès est dû en large part à la place essentielle occupée par ce parti dans les manifestations anti-fascistes organisées depuis le début de la campagne électorale et qui ont rassemblé des millions de personnes. Ce résultat témoigne de la force incontestable d'un mythe anti-fasciste dans une grande partie de la population, en particulier la jeunesse, une dynamique qu'il nous avait déjà été donnée de voir à l'œuvre lors des dernières élections législatives en France où la victoire de la coalition de Nouveau Front Populaire s'expliquait là aussi largement par le recours à une rhétorique anti-fasciste, toujours plus efficace à mesure que l'extrême droite se rapproche du pouvoir dans un grand nombre de pays occidentaux. Cette similitude des deux formations politiques n'a d'ailleurs pas échappé au vétéran de la gauche radicale française, Jean-Luc Mélenchon, qui s'est fendu d'un message sur X affirmant qu'en «s'alignant sur une politique de rupture antiraciste et anti libérale Die Linke double son score et revient sur la grande scène. Un futur redevient possible» (9). La «rupture» représentée par Die Linke est bien relative. Il est certain que face à un SPD ayant abandonné depuis des décennies toute référence au marxisme et à l'anticapitalisme et à des Verts beaucoup plus centristes et bellicistes que leurs homologues d'autres pays, le parti de gauche peut apparaître comme une alternative «radicale». En réalité, quiconque s'intéresse au programme et à l'histoire de cette formation politique constatera aisément que, loin de proposer une alternative – d'ailleurs, quelle autre alternative existe que le communisme? – Die Linke n'est en réalité qu'un parti «réformiste» sans réformes, une organisation de la gauche du capital, attachée à la défense de la démocratie – bourgeoise – contre un supposé danger fasciste. En d'autres termes, Die Linke ne représente qu'un énième avatar de cette social-démocratie de gauche dont le relatif succès auprès d'une partie du prolétariat ne peut s'expliquer que par un siècle de recul et d'abandon de ses méthodes classistes de lutte. Ce qui devrait préoccuper les prolétaires, ce n'est pas cette hypothétique menace fasciste contre la démocratie mais bien cette démocratie elle-même, superstructure idéologique qui ne fait que dissimuler et rendre acceptable le mode de production capitaliste et l'ordre bourgeois. Car cette démocratie pour laquelle on appelle le prolétariat au secours est celle-là même qui multiplie les licenciements, qui organise les attaques contre les prolétaires, immigrés comme autochtones, qui favorise la militarisation de la société et de l'économie en prévision d'une future guerre impérialiste, chaque jour plus probable. Les campagnes anti-fascistes, en Allemagne comme ailleurs dans le monde, n'ont qu'une seule et même signification: servir de diversion et orienter le prolétariat vers une impasse. Comme nous n'avons cessé de le répéter tout au long de notre existence: l'alternative n'est pas démocratie ou fascisme mais bien révolution socialiste ou capitalisme. Il est bien évident que Die Linke n'a rien à faire de près ou de loin avec cette lutte historique et qu'au contraire, le prolétariat aura à lui passer sur le corps s'il veut défendre ses intérêts historiques.

LA LUTTE DE CLASSE DOIT REMPLACER LE BULLETIN DE VOTE

Il est donc tout à fait possible pour les communistes abstentionnistes de tirer des leçons de ces élections fédérales : elles témoignent tout d'abord d'un affaiblissement du contrôle social du SPD sur le prolétariat, principal « pompier social » depuis la guerre de 14-18. Elles confirment également que la bourgeoisie, bien loin de modérer son agression contre la classe ouvrière, est au contraire décidée à accroître son offensive. Enfin, ces élections confirment que la bourgeoisie a toujours un coup d'avance et est prête à jouer la carte de l'antifascisme démocratique pour prévenir toute reprise des luttes, ce qui, à ce jour, est un véritable succès. Néanmoins, pour paraphraser Spinoza, il ne s'agit «ni de rire, ni de pleurer mais de comprendre». Or, ce que nous comprenons, à l'aide du puissant déterminisme marxiste, c'est que le déchaînement de la bourgeoisie contre les prolétaires d'Allemagne conduira **nécessairement** ceux-ci à riposter. Le prolétariat le plus nombreux d'Europe devra alors renouer avec les méthodes classistes de lutte pour déchirer la paix sociale et, passant de la défensive à l'offensive, sous la direction de son **parti de classe internationaliste et international** reconstitué, engager la lutte à mort avec ce système condamné par l'histoire.

Aujourd'hui, cela peut sembler irréaliste; ce ne sera ni facile ni immédiat, mais le prolétariat qui a donné Mars, Engels, Luxemburg, Liebknecht et des milliers d'autres révolutionnaires saura demain être digne de son passé glorieux de luttes de classe: « **Dès demain la révolution se dressera de nouveau avec fracas proclamant à son de trompe pour votre plus grand effroi: J'étais, je suis, je serai !** » (Rosa Luxemburg, «L'ordre règne à Berlin », *Die Rote Fahne*, n° 14, 14 janvier 1919) (10).

parti communiste international

(1) «Le centre de gravité de la vie politique actuelle est complètement et définitivement sorti du Parlement» (Le Parti Communiste et le parlementarisme, IIe congrès de l'Internationale communiste, juillet 1920). (2) <https://time.com/7233982/germany-economic-slump-explainer/> (3) <https://www.tunisienumerique.com/crise-de-lindustrie-en-allemande-des-fermetures-dusines-et-des-milliers-de-licenciements/> (4) https://www.lemonde.fr/international/article/2025/01/15/l-allemande-en-recession-pour-la-deuxieme-annee-d-affilee_6499318_3210.html (5) https://www.lemonde.fr/international/article/2024/01/21/en-allemande-la-manifestation-contre-le-parti-d-extreme-droite-afd-a-munich-interrompue-a-cause-de-l-affluence_6212110_3210.htm (6) <https://www.courrierinternational.com/une/une-du-jour-olaf-scholz-muscle-son-discours-sur-la-question-migratoire> (7) <https://edition.cnn.com/2025/02/23/europe/german-election-results-cdu-afd-intl/index.html> (8) <https://www.sueddeutsche.de/politik/bundestagswahl-2025-daten-alter-geschlecht-beruf-bildung-linke-li.3203939?reduced=true> (9) https://x.com/JLMelenchon/status/1en-allemande-melenchon-explique-la-percee-de-l-extreme-droite-par-la-politique-du-centre-gauche_AD-202502230427 (10) <https://www.marxists.org/francais/luxembur/spartakus/r119190114.htm>